

le prolétaire

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

MARS 1968 — 6^{me} ANNEE — N° 52

Le numéro : 0,50 F. — 5 F.B.

Abonnement annuel ... 5 F. 50 F.B.
Abonnement de soutien 10 F. 100 F.B.

Le Prolétaire
B.P. 375 - Marseille - Colbert ou B.P. 40 Paris (14^e)
C.C.P. 2202-22 - Marseille

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

* La revendication de la ligne qui va du **Manifeste communiste** à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste;

* La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance;

* La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Une seule solidarité pour le Viet-nam : celle de la lutte de classe dans les métropoles

LORSQU'UN parti révolutionnaire est réduit à un état quasi-squelettique par la déroute générale du mouvement ouvrier, lorsqu'il lui est interdit, pour de longues périodes, d'exercer une influence réelle et mesurable sur les événements, le minimum de sérieux politique qu'on puisse attendre de lui, c'est la cohérence la plus scrupuleuse entre les principes qu'il affirme et les attitudes qu'il adopte en face de ces mêmes

événements. Condamnables lorsqu'il s'agit d'un parti puissant, les infractions aux principes deviennent tout simplement obscènes lorsqu'elles sont le fait d'une petite minorité. Sur ce point nous nous heurtons catégoriquement aux trotskystes qui, à l'instar des pro-chinois et autres immédiatistes, prétendent radicaliser, par une politique de présence, les mouvements de solidarité déclenchés en faveur du Viet-Nam.

Personne ne peut sérieusement penser que des démonstrations ou des discours tenus à des milliers de kilomètres de la bataille influent tant soit peu sur son issue. Il serait tout aussi chimérique d'espérer en une victoire militaire pure et simple du Viet-Cong sur l'impérialisme américain : un pareil colosse mondial ne peut céder qu'à un adversaire de taille mondiale, capable de le saisir à la gorge en même temps que de l'assaillir à la périphérie. Cette tâche est le fait d'une révolution et non d'une guerre ; elle incombe au prolétariat de tous les pays et non aux seuls partisans viet-congs, pour sublime que soit leur héroïsme.

Des marxistes ne sauraient davantage prendre au sérieux l'efficacité de l'opinion publique que l'aide au Viet-Nam prétend « sensibiliser », ou l'efficacité d'un tribunal moral appelé à juger les derniers en date des « criminels de guerre ». Ce ne sont pas là des illusions excusables, mais d'odieuses farces qu'il faut dénoncer parce qu'elles insultent au courage démesuré d'hommes sacrifiés affrontant la première puissance militaire et économique du monde. Des communistes qui se veulent dignes de ce nom devraient se souvenir des thèses nationales-coloniales de la Troisième Internationale et du lien étroit qu'elles établissent entre l'appui prolétarien aux révoltes des peuples de couleur et le déchaînement de la lutte de classe dans les métropoles. Par carence et défaite de cette lutte, les révoltes des pays ex-colonisés pétinent aujourd'hui entre les barreaux des indépendances nationales et bourgeoises. S'ils ne peuvent rien changer à un état de choses qui découle d'un rapport de force historique, des révolutionnaires authentiques doivent avoir au moins le courage d'affirmer hautement que seul le prolétariat des pays capitalistes développés est capable de trancher le nœud gordien des peuples insurgés du « tiers-monde ». C'est sur le terrain de la reprise de la lutte de classe dans les grandes métropoles impérialistes que se joue, en dernière analyse, le sort de ces insurrections, et non dans les marais du Viet-Nam ou les maquis de Bolivie. Toute solidarité à l'égard de ces luttes éloignées doit donc être jugée en fonction, non pas d'un appui impossible et inexistant apporté à l'action militaire lointaine, mais de l'influence positive ou négative qu'elle exerce sur la reprise prolétarienne dans les métropoles.

Sur ce point, une rapide rétrospective suffit à caractériser le rôle joué par les dirigeants actuels des mouvements d'aide au Viet-Nam. Cette aide, après avoir été le fait de groupuscules animés d'inten-

tions sincères, mais plus enthousiastes qu'averties, après avoir constitué des exutoires plus bruyants qu'efficaces à l'impétuosité d'étudiants et de lycéens, est contrôlée et orchestrée désormais par un parti qui a depuis longtemps renoncé à la lutte sociale pour la conservation sociale. Les trotskystes et autres immédiatistes se vantent d'être réalistes. En cette affaire, le vrai réalisme consiste à voir en quelles mains est tombé un mouvement qui, à son origine, avait au moins le mérite d'affecter un anticongrèsisme non déguisé. N'est-ce pas la politique de Moscou et du « camp socialiste » qui, après Dien-Bien-Phu, a contraint le Viet-Minh à rétroceder sur les territoires conquis de haute lutte au-dessous du 17^e parallèle ? N'est-ce pas la Chine, enfin admise au concert des grandes puissances capitalistes, qui a fait pression sur G.I.P. et Ho-Chi-Minh pour leur faire accepter, avec les fameux « accords de Genève » (d'ailleurs jamais signés par les Américains) la clause humiliante d'un Etat soi-disant « libre » au Sud-Viet-Nam ? Les promesses faites alors, et jamais tenues, d'une consultation générale des populations en vue de l'unification politique de l'ancienne Indochine, n'étaient-elles pas garanties par Russes et Chinois, à cette époque grands amis ? Les principes au nom desquels le Viet-Minh renonçait aux territoires les plus riches — indispensables, disait Ho-Chi-Minh en 1945, à la vie économique d'un Viet-Nam indépendant — n'étaient-ils pas ce même et abstrait « droit des peuples à l'indépendance », cette même « paix démocratique » qui servent toujours de drapeau au parti dit « communiste » ? Jamais peut-être, durant ces quinze dernières années, ces phrases purement petites-bourgeoises et pacifistes n'ont essuyé de plus cinglant démenti. Et ce serait au parti qui les proclame en les imposant au prolétariat international que reviendrait la tâche d'exprimer une indignation massive contre les crimes de l'impérialisme américain ?

Allons donc ! La prise en mains, par les apôtres de la « coexistence pacifique » et des « votes nationaux » du socialisme, des mouvements contre la guerre au Viet-Nam a un sens tout différent. C'est un acte de pure propagande, fort nabile sans doute, mais qui n'est qu'un atout électoral dans la campagne pour « l'union la plus large de la gauche » qui est le vœu le plus cher de M. Waldeck-Rochet. Il s'agit d'enfermer dans une politique sans danger, ni pour l'impérialisme mondial qui massacre, ni pour le capitalisme national qui exploite, toute la colère et la révolte d'une jeunesse politiquement précoce parce que déjà aux prises avec les prémices de la crise économique de demain. La fin de la guerre au Viet-Nam, le droit des peuples à l'indépendance, le développement du commerce « sans discrimination », tous ces mensonges impudents que professent les faux communistes du P.C., ont pour pendant en politique intérieure des promesses électorales non moins mensongères, non moins en contradiction avec la réalité de la société capitaliste : les « chances égales pour tous », la « promotion sociale démocratique », le « plein emploi », l'expansion économique « harmonieuse » et bénéfique pour

tout le pays, etc... Ce sordide bat-tage pré-électoral spéculé sur la sensibilité du public, escamotant tirer de chaque évocation intolérable du Viet-Nam martyr une poignée de plus de bulletins de vote. Il parvient même, en dépit du caractère révoltant des images horribles de prisonniers torturés, d'enfants brûlés et de mères en pleurs, à transformer la fureur sociale qui jaillit inévitablement de ce spec-

(Suite en page 4)

Les petits de Gaulle

« La sécurité du pays exige que la France soit en mesure de décider de son destin en toute indépendance » (Wa-deck-Rochet, L'Humanité du 26 février).

En voilà encore un qui se prend pour de Gaulle ! Quelle chance pour la bourgeoisie de disposer ainsi gratis de porte-parole dans la classe ouvrière pour y diffuser le chauvinisme, cette arme par excellence de la conservation sociale.

Les comptes bleus du P.C.F.

Dans un communiqué du 26 janvier 1968, le bureau politique du P.C.F. critique les mesures gouvernementales en matière économique et sociale, mesures qu'il qualifie de « notoirement insuffisantes ». Ce qui éclate en réalité dans ce communiqué, c'est l'hypocrisie notoire de ce

parti, qui se dit encore communiste, mais dont la seule fonction est d'égarer et de bernier les ouvriers. Car ce qui indigné tellement le P.C.F., c'est la vérité qui sort de la bouche du gouvernement, et tous ses efforts ne visent qu'à la cacher sous un rideau d'illusions.

En effet, le gouvernement dit la vérité ; du moins une partie de la vérité, sur deux points particulièrement importants et intimement liés, comme le marxisme l'a prouvé il y a plus d'un siècle, quand il a démontré :

— que l'économie capitaliste fondée sur le marché — marché des moyens de production aussi bien que des produits, et surtout marché de la force de travail — est fondamentalement anarchique et impossible à « planifier » ;

— que cette économie ne peut apporter qu'une misère sociale croissante à la classe ouvrière et qu'en particulier l'existence d'une « armée industrielle de réserve » — de chômeurs — est nécessaire à son « bon » fonctionnement.

Depuis, à chaque période de prospérité capitaliste ou de contre-révolution, nous avons vu surgir des « rénovateurs » du marxisme, des promoteurs d'un « socialisme moderne » ou autres « progressistes », d'autres lesquels le marxisme serait désormais dépassé par un « néo-capitalisme » capable de maîtriser son appareil productif, d'empêcher les crises économiques, d'assurer le « bien-être » et donc d'éviter les conflits sociaux violents.

Ces balivernes, nous les avons démolies, et les démolissons tous les jours, sur le plan théorique comme sur celui des faits, en les confrontant à la réalité historique et actuelle.

Mais nous sommes littéralement ravis quand les exigences

de l'économie capitaliste obligent ses propres gérants à nous donner eux-mêmes raison ! Quand un P.D.G. de l'économie nationale est forcé d'avouer qu'il est décidément incapable d'imposer ses desiderata à l'économie ; qu'en France, de même qu'en Russie, les taux d'augmentation de la production, par exemple, ne se conforment pas du tout aux vœux des « planificateurs » ; qu'expansion, récession ou crise sont des faits qui obéissent à leurs propres lois et se moquent des ordonnances et des ordinateurs. Oui, nous sommes ravis lorsque la bourgeoisie doit confesser que bien loin de maîtriser son propre appareil productif, elle ne peut que le servir et tâcher de faire ce qu'il ordonne.

Nous nous réjouissons fort de voir un P.D.G. renoncer à la morphine des promesses de bien-être dans « l'ère de consommation » et jeter à la face des prolétaires la dure loi du Capital : le chômage est nécessaire. Certes, ce gérant ment en justifiant le chômage par des considérations techniques ; mais on ne peut tout de même pas demander à la bourgeoisie de mettre elle-même en question son propre mode de production ; d'expliquer, comme nous le faisons, que le chômage ne provient pas de la technique, mais de la forme capitaliste de la production. Tel qu'il est, nous enregistrons avec plaisir cet aveu de la

(Suite en page 4)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

L'internationalisme prolétarien et le Viet-nam

LE VENDREDI 22 MARS, A 21 H.
Salle Lancry 10, rue de Lancry (X^e)

LECTEURS ET SYMPATISANTS SONT CORDIALEMENT INVITES A Y PARTICIPER

PERMANENCES

A MARSEILLE

le jeudi 14 mars

et

le vendredi 22 mars

de 17 h. 30 à 19 h. 30

au siège du journal

7, cours d'Estienne d'Orves

(4^e étage)

LECTEURS ET SYMPATISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT

AVEC NOUS.

La trahison des grèves était contenue dans les décisions de congrès

Le bilan des agitations ouvrières de 1967 peut tenir en un seul mot : défaite. Au milieu d'une myriade de fausses grèves, d'arrêts de travail limités et éparpillés, de « luttes » mortes avant d'être nées, cinq grands mouvements se dégagent qui, tous, ont eu des caractéristiques identiques et se sont achevés de façon désastreuse : défaite pour les dockers de Marseille en janvier ; en avril, défaites conjointes pour les « mensuels » de St-Nazaire, les ouvriers de la Rhodiacteta lyonnaise et les mineurs de fer de Lorraine ; en novembre-décembre, nouvelle et définitive défaite pour ceux de la Rhodiacteta. Le tout encadré par une désagrégation progressive des manifestations du secteur public où la puissante démonstration du 17 mai ne réapparaît qu'émaciée et squelettique sous la forme de la « journée d'action »

du 13 décembre, qui ne parvient même pas à un arrêt général du travail.

Ces défaites, nous ne cessons de l'affirmer depuis des années dans ces colonnes, proviennent avant tout de l'orientation de collaboration de classe des syndicats. Non pas que cette orientation soit le seul élément d'un rapport de force dans l'ensemble défavorable au prolétariat, mais il en est le facteur décisif, celui qui, à point nommé, détourne les luttes vers l'abandon au moment précis où elles auraient quelque chance de prendre des formes radicales et incisives. L'efficacité de ce défaitisme syndical a pour appui essentiel l'aveuglement de la classe ouvrière à l'égard du rôle véritable que jouent ses chefs. Au terme de longues années d'échecs, il se généralise en son sein une psychologie complexe où le manque d'informations et de réactions suivies, la démoralisation et la

peur, l'individualisme et l'indifférence, s'épaulent à qui mieux mieux pour inciter les ouvriers à fermer les yeux sur le fait pourtant évident qu'ils sont trahis par leurs propres dirigeants. Poussés par l'expérience jusqu'au bord de cette vérité dramatique, même les plus combattifs d'entre eux se refusent à la voir. Quand, par exemple, les équipes ouvrières des 4 x 8 de la Rhodiacteta, en avril dernier, s'avisent que l'appareil syndical les abandonne et les sacrifie, elles n'en demandent pas moins à ce même appareil des directives d'action ; il est bien visible que ces ouvriers, en dépit de l'expérience immédiate qu'ils vivent, croient encore que leurs dirigeants peuvent les guider sur un terrain de combat où pourtant ces mêmes dirigeants, dans tous leurs tracts et discours, déclarent ouvertement ne pas vouloir les suivre.

Tenter de montrer la liaison étroite, impérieuse, despotique qui existe entre cette réalité pratique de capitulation et les positions théoriques et de principe affirmées par les pontifes syndicaux dans leurs assises les plus officielles, voilà le but de ce retour sur l'agitation sociale de l'année dernière. Agitation déjà lointaine, peut-être oubliée, mais riche en dures vérifications du rapport destructible qui unit théorie et pratique, qui enchaîne la déroute dans les faits à la débâcle dans les idées. De ce défaitisme moral et matériel, il s'agit d'extirper les racines et, pour cela, de les démasquer dans les travaux du 36^e Congrès de la C.G.T. d'avril dernier. Pourquoi de la C.G.T. ? Parce qu'elle est la seule à avoir une tradition prolétarienne et peut donc seule être critiquée du point de vue des intérêts du prolétariat.

"L'analyse" économique et sociale

Pour les besoins de notre critique, nous utiliserons principalement le Document d'Orientation publié dans Le Peuple, n° 771 du 16-30 mars 1967 : le contenu de ses « points » numérotés a été adopté intégralement par le congrès et il se présente dans un ordre qui correspond assez bien à la division que, pour des raisons pratiques, nous avons adoptée : en premier lieu ce qui a trait à la situation économique et sociale actuelle ; en second lieu le programme et la tactique de la C.G.T.

Cette première partie est d'une importance capitale parce qu'elle donne déjà une conception d'ensemble de la plateforme programmatique de la grande centrale et permet de vérifier, au niveau des données théoriques, ce qui apparaît avec évidence dans les faits : à savoir que la C.G.T. n'entend nullement s'en prendre aux fondements économiques et sociaux de la monstrueuse expansion productiviste d'aujourd'hui, mais vante au contraire la possibilité d'une adaptation satisfaisante de la classe ouvrière aux conditions qui lui sont faites par cette expansion. Il s'agit donc, pour les rédacteurs du Document, d'expliquer les causes économiques de l'aggravation de la situation sociale actuelle et d'en déduire des « remèdes » qui répondent aux mobiles de l'orientation générale de la C.G.T. Dans ce but, le point 19 indique que les progrès de la recherche et de la technique, l'automatisation, etc... « exigent à notre époque des investissements considérables et stimulent la concentration des capitaux et des productions, particulièrement en France « où, pendant de longues années, les trusts ont retardé la modernisation de l'économie ». Poussés par la concurrence internationale et l'essor des pays « socialistes », « les monopoles et l'Etat ne peuvent se dérober à ces nécessités et ses conséquences dans la compétition entre le capitalisme et le socialisme » (point 20). « Ils s'efforcent donc d'y faire face, mais uniquement en fonction de leurs intérêts et de leurs profits » (point 21). « C'est ce qui les conduit, pour obtenir les moyens gigantesques dont ils ont besoin, à accentuer considérablement l'exploitation de toutes les catégories de travailleurs afin de leur faire supporter tous les frais de ces transformations » (point 22).

Il est important de souligner que ce texte, pour expliquer l'intensification actuelle de l'exploitation des ouvriers, n'évoque qu'en second lieu et seulement à propos de la concurrence faite à l'Occident par les pays dits « socialistes », le facteur concurrence internationale qui est pourtant le mobile déterminant de toute l'accélération économique décrite plus haut. Cette discrétion à l'égard du seul moteur économique de la société bourgeoise n'est pas fortuite : il s'agit de prouver que le phénomène expansionniste actuel n'est pas, par lui-même, source de misère et de surexploitation, mais seulement lorsqu'il est contrôlé par les fameux « monopoles ». D'autre part, si l'on fait abstraction du bluff pur et simple que constitue la « concurrence » faite par les pays « socialistes » (lesquels en sont encore à rattraper leur retard en ce domaine !), cette évocation signifie bien, en clair, que pour les dirigeants de la C.G.T. concentration et accumulation ne sont pas des phénomènes concernant exclusivement le mode capitaliste de production, mais des né-

cessités absolues, des exigences permanentes, propres à toutes les formes d'organisation de la société humaine, non déterminées par l'existence en leur sein de l'exploitation d'une classe par une autre. Pareil point de vue, d'ailleurs largement confirmé par les positions que nous examinerons dans notre prochain numéro, exprime la conviction que les catégories capitalistes — argent, profit, capital — sont éternelles et qu'il faut donc s'en accommoder. Il est évident que si les marchandises des pays socialistes en viennent à concurrencer celles des pays bourgeois, c'est que, pour le moins, elles ne sont pas plus chères, qu'elles ne contiennent qu'une fraction de capital variable (salaire) égale ou inférieure à celle contenue dans les marchandises des pays capitalistes, donc que la force de travail dans les pays « socialistes » est au moins autant exploitée que dans les pays bourgeois !

Mais les ouvriers qui suivent la C.G.T. ne connaissent pas nécessairement le tome I du Capital de Marx, ni même la simple brochure Salaires, prix et profits, que le maître en tira autrefois, précisément à leur usage. Aussi est-il relativement facile aux opportunistes de brouiller les cartes : salaires, profit, argent existent en U.R.S.S. « com-

muniste », donc ces catégories sont compatibles avec le socialisme ! Accumulation et concentration sont éternelles et nécessaires ; elles ne sont pas le fruit d'une concurrence aveugle et criminelle, d'une production dont le mobile est le profit, mais les résultats inévitables du Progrès avec un grand P. Le capitalisme français d'il y a vingt ans, usuraire et colonialiste, financier plus qu'industriel, n'a pas su remplir sa « mission nationale », qui est de développer l'économie afin que les ouvriers aient du travail. Les actuels « monopoles » y sont contraints (grâce à la concurrence de l'U.R.S.S. !), mais le font de mauvaise grâce et pour leur seul profit égoïste. Il suffit de les écarter en votant bien, en obtenant une « démocratie véritable » et alors la puissante machine qui, aujourd'hui, aspire peine, sueur et sang pour les transformer en dépôts bancaires, se transformera comme par miracle en une Providence généreuse qui, comme la Fortune ailée des affiches de la Loterie Nationale, prodiguera de tous côtés bien-être et prospérité : le « problème » sera résolu !

Les ravages de cette insanité politique dans les rangs ouvriers, où elle détruit systématiquement tout esprit de révolte, sont d'autant plus efficaces et étendus, qu'après

Le "problème de l'emploi"

Un examen rapide des mouvements les plus importants de l'année dernière suffit à montrer que la hantise du chômage, tout autant que les réductions de salaires, est à l'origine des agitations. La « solution » de la C.G.T. en cette matière relève de la même sottise financière qui inspire l'analyse générale ; mais la question étant plus brûlante, les ficelles en sont plus grosses. Le point 63 demande « la garantie du droit à l'emploi », « une politique de développement assurant la création d'emplois nouveaux en nombre suffisant », « une formation professionnelle correspondant aux exigences de l'économie moderne et permettant les adaptations nécessaires ».

Disons tout de suite que ces propositions ne contiennent qu'une hypocrite acceptation servile des réalités implacables de l'économie capitaliste. « Reclassement décent », cela ne peut vouloir dire autre chose qu'attribution, aux ouvriers qu'une entreprise licencie, d'un emploi aussi bien payé que celui qu'ils avaient. Divers exemples pourraient être cités montrant que cette condition ne se réalise jamais, soit parce que les emplois de reclassement sont inexistantes ou en nombre insuffisant (sinon éloignés de centaines de kilomètres, soit parce que la main-d'œuvre qu'ils requièrent est moins qualifiée, donc moins rémunérée que celle de l'emploi initial (1). Par ailleurs, la formation professionnelle dont la C.G.T. demande le développement pour « permettre les adaptations » (abs-

traction faite des impossibilités purement techniques de se « réadapter » à des méthodes de production révolutionnées sans interruption) doit nécessairement être plus courte qu'une formation normale. Or les lois mercantiles sont implacables : la force de travail ainsi obtenue est de valeur inférieure à celle qui existe déjà dans la catégorie intéressée ; elle tend donc, par simple effet de la concurrence entre ouvriers, à faire baisser le montant des salaires de cette catégorie et, ainsi, tandis que la C.G.T. bavarde sur « l'unité », dé-

veloppe les conditions matérielles de la division.

Que les savants pontifes de la C.G.T. ne s'en soucient guère et qu'ils poursuivent cette « solution » jusqu'à ses conséquences ultimes, c'est ce que démontre un autre texte de même source, que nous allons maintenant utiliser, et qui réclame le développement de la formation professionnelle accélérée, c'est-à-dire, précisément, la constitution d'une qualification professionnelle à plus bas prix.

Le rapport que Krasucki, secrétaire général, a soumis sur cette question, en juin 1967, à la Commission Administrative de la CGT, entendait « mettre l'accent sur les mesures immédiates les plus urgentes » pour « faire face » au chômage et aux licenciements. Admettant lui aussi que mutations et concentrations sont une « nécessité économique », Krasucki considérait que « les perfectionnements de l'économie n'ont pas un coût social » et que « les hommes ne méritent pas moins d'intérêt que les machines ». Mais après cette belle envolée lyrique, à qui confiait-il le soin de défendre les intérêts de ces mêmes hommes ? A la lutte de classe du prolétariat ? Non pas. A l'Etat bourgeois, à ce même « Etat des monopoles » dont il ne cesse de dénoncer la malfaisance. Il faut, dit-il en substance, que les monopoles prennent en charge ce coût social des perfectionnements : « et l'Etat, dont le rôle économique et les moyens d'action ne cessent de grandir, A LA RESPONSABILITE DE LES Y CONTRAINDRE » (souligné par nous).

La première mesure préconisée par la C.G.T. consisterait à imposer aux patrons ce « reclassement décent » dont nous avons montré plus haut l'impossibilité. La seconde mesure serait « d'augmenter le nombre d'emplois » par « la réduction de la journée de travail et le retour aux 40 heures sans diminution de salaire ». Il nous faut ici

ouvrir une brève parenthèse sur l'équivoque de ce dernier mot d'ordre. Si la semaine était ramenée à 40 heures tout en conservant le salaire horaire actuel, personne ne pourrait contester que la condition posée par la C.G.T. ait été respectée. Comme le tiers ou plus du salaire est actuellement constitué par les heures supplémentaires, pareille mesure reviendrait pratiquement à amputer la rémunération d'un montant égal. On verrait alors, ce qui s'est d'ailleurs produit déjà quelquefois, les ouvriers réclamer eux-mêmes le retour à l'avisable pratique du travail noir. Belle formule vraiment ! car les dirigeants de la C.G.T. ne nous feront pas croire, eux qui taxent volontiers d'aventuriste et démagogique toute revendication radicale, qu'ils entendent réclamer pour 40 heures le salaire obtenu avec 55 ou 60. Qu'ils aillent donc le dire à leurs compères de la Fédération, si soucieux de la compétitivité des prix !

Mais le clou du rapport Krasucki ce sont les affirmations suivantes, qui biffent d'un allégre trait de plume tout ce que Marx, au prix de travaux considérables et de dures polémiques, a établi concernant le caractère inéluctable du chômage et de l'aggravation des conditions de vie des travailleurs lorsque l'économie capitaliste entre en crise. Krasucki a en effet le front d'écrire : « L'amélioration des techniques, l'élévation de la productivité, doivent NORMALEMENT, NATURELLEMENT se traduire par une réduction du temps de travail » (souligné par nous). Et il ajoute, faisant allusion aux économistes distingués qui disent que cette réduction est impossible : « IL N'Y A AUCUN ARGUMENT ECONOMIQUE qui puisse justifier, dans un pays comme le nôtre, une pareille affirmation » (toujours souligné par nous). En

Allons - Z - enfants...!

« Il ne faut pas que notre pays puisse être entraîné, du fait de son appartenance à l'alliance atlantique dominée par les Etats-Unis, dans une guerre pour des intérêts qui ne seraient pas les siens... »

(Waldeck-Rochet - L'Humanité du 26 février).

Mourir pour l'impérialisme français, oui, pour les autres, jamais ! Voilà la grande maxime internationaliste du P.C.F. Mais, au fait, pendant la deuxième tuerie impérialiste de 1939-1945, pour qui sont morts les membres du « parti des fusillés » ? L'impérialisme français ? L'impérialisme américain ? L'impérialisme russe ?

Peu importe, au fond, à la bourgeoisie. L'essentiel, pour elle, c'est que l'on meure pour l'impérialisme et non pour la Révolution !

LE PROLETAIRE

est en vente dans les principaux kiosques LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

(1) A titre d'exemple : la Révolution prolétarienne de janvier 1968 cite les résultats d'une enquête de M. Jean Dumas, professeur à la Faculté de Lettres de Bordeaux : dans cette région, sur 4.800 cas envisagés, près de la moitié des personnes « reclassées » ont subi déclassement professionnel et réduction de salaire.

Promesses électorales...

« Nous, communistes, nous considérons qu'en cas de victoire, les partis de gauche doivent aller au gouvernement non pour y faire la politique du grand Capital, à l'exemple du gouvernement Wilson en Angleterre, mais pour y réaliser un programme démocratique d'un contenu social avancé... »

(Waldeck-Rochet, L'Humanité du 26 février).

C'est exactement ce que Wilson disait avant d'aller au gouvernement. Et qu'on fait nos « communistes » ministériels lorsqu'ils sont allés au gouvernement avec de Gaulle à la « Libération » ? Ils ont proclamé que la grève était l'« arme des trusts », qu'il fallait « retrousser les manches », reconstruire avant de revendiquer. Ils ont fait la politique du grand Capital ; ils ont fait comme Wilson, ou plutôt Wilson ne fait que suivre leur exemple. Et ils sont prêts à recommencer !

Les lecteurs d'Aix-en-Provence désirant entrer en contact avec nos militants et participer aux réunions qu'ils organisent régulièrement, peuvent nous écrire au "Proletaire", B.P. 375, Marseille-Colbert.

La vie du Parti : REUNION GENERALE

Nous donnons ci-dessous la fin du bref compte rendu de la dernière réunion générale du Parti, qui s'est tenue à Marseille les 30 et 31 décembre dernier ; la première partie de ce compte rendu

a été publiée dans notre numéro précédent. Les comptes rendus complets des divers rapports seront publiés dans les prochains numéros de Programme Communiste.

LA MYSTIFICATION DEMOCRATIQUE

Cet exposé a occupé la première partie de la séance du dimanche après-midi. Après avoir rappelé que le développement de ce point fondamental de notre doctrine était lié à la revendication centrale de la dictature du prolétariat, la camarade chargée de l'exposé a défini les trois déviations principales à l'égard de la démolition critique de l'idéologie démocratique-bourgeoise menée par le marxisme :

1) **La déviation social-démocratique.** Partant de l'espoir d'utiliser le Parlement pour atteindre des buts de classe, elle aboutit finalement à la perspective d'une voie pacifique, indolore, démocratique au socialisme. Sur le plan théorique, elle prend pour modèle l'histoire de ces bourgeoisies qui, à l'heure du conflit historique avec la société féodale, eurent le **de-shonneur** de ne pas accomplir leur propre révolution, et elle extrapole ce qui fut possible alors du fait que les deux classes en présence n'étaient pas séparées par un antagonisme insurmontable puisqu'elles défendaient toutes deux la propriété privée, pour l'appliquer à la lutte émancipatrice du prolétariat qui, lui, est opposé à la classe adverse par un antagonisme radical, son programme comportant l'abolition de tout ce qui a caractérisé les sociétés humaines depuis la disparition du communisme primitif : propriété privée, division sociale du travail, division de la société en classe.

La régression théorique s'est traduite en régression pratique : faillite de la II^e Internationale à l'éclatement de la première guerre mondiale, répression des mouvements révolutionnaires dans l'Europe d'après-guerre.

2) **La déviation stalinienne.** Elle a repris le vieux social-démocratisme sous une forme aggravée, tout en se présentant, à l'origine, comme la continuateur de la tradition centralisatrice, dictatorial, anti-démocratique du parti russe et du marxisme en général, qu'elle exploitait en réalité pour poursuivre ses buts contre-révolutionnaires ; elle présente l'émancipation humaine comme un fait purement politique qui se réalise par la volonté de l'Etat et du Parti.

3) **Les diverses réactions anarchisantes à ces deux déviations convergentes.** Affirmant que « tout le mal vient du pouvoir », elles oublient qu'on ne peut supprimer la violence inhérente à l'instrument de répression qu'est l'Etat sans détruire les causes sociales qui rendent nécessaire l'Etat lui-même, et essaient de lui trouver un correctif, soit en refusant absolument tout Etat et donc aussi celui de la dictature du prolétariat, soit en s'en remettant à telle ou telle recette de la « démocratie ouvrière ».

C'est une vieille aspiration du Parti que de démontrer **historiquement** qu'aucun grand problème de l'évolution sociale n'a jamais été résolu par la consultation démocratique, la comptabilité des opinions, mais toujours par la force. Ne pouvant exaucer ce « vœu » collectif du Parti dans les limites d'un exposé de réunion, la camarade a repris avec une clarté vigoureuse et incisive la critique marxiste de la vision aliénée de l'histoire et de la société humaine dont l'idéologie bourgeoise est le condensé. Celle-ci ne considère pas les idées comme le reflet des conditions de la vie matérielle, mais prétend, au contraire, que celles-ci sont les produits de celles-là et veut faire passer les intérêts réels, historiquement bien délimités, de la classe dont elle est l'expression, pour les intérêts généraux et permanents de l'homme, pour les exigences de l'émancipation humaine. Mais les grandes divinités de l'Olympe bourgeoise — liberté, égalité, souveraineté populaire — tombent une à une de leur piédestal solennel lorsqu'on les confronte à la cruelle réalité des rapports de production et d'échange de la société capitaliste et de la superstructure politique qui s'édifie sur leur base. Les immortels principes que la Grande Révolution inscrivit sur ses drapeaux dévoilent leur nature

d'instruments hypocrites de mystification, s'efforçant de masquer le contenu réel du régime bourgeois. En les démystifiant, le prolétariat leur oppose son propre programme qui ne cache rien de ses buts suprêmes, pas plus qu'il n'élève à la hauteur d'immortels principes dûment codifiés dans une Constitution, les moyens qu'il emploiera

DICTATURE PROLETARIENNE ET PARTI DE CLASSE

La réunion s'est terminée par un exposé sur ce thème, étroitement lié au précédent et figurant en bonne place dans l'œuvre de reconstruction théorique que le Parti se donne pour tâche principale.

La vague contre-révolutionnaire stalinienne a tout détruit : aujourd'hui, on ne parle plus de dictature prolétarienne, sinon à propos de l'« expérience » d'Octobre et pour affirmer aussitôt qu'elle est « dépassée ». Le mouvement ouvrier s'est laissé pénétrer par la pire tradition libérale et démocratique de la bourgeoisie, rendue plus infâme encore par les « variantes » que les différentes vagues opportunistes lui ont ajoutées. Il s'agit donc de rétablir ce point fondamental de notre doctrine, dont toutes les parties sont solidaires les unes des autres et qui dépasse en particulier la vieille opposition entre théorie et pratique. C'est un devoir du Parti de définir dès maintenant avec la plus grande précision les tâches de l'Etat ouvrier (dictature du prolétariat) et du Parti communiste (gouvernement du seul Parti de classe). Mais ces tâches ne doivent pas être énoncées abstraitement, elles doivent découler de la définition correcte de la tactique du Parti tout au long de l'arc historique qui le sépare de la prise du pouvoir. Cela revient à condamner radicalement la fausse conception typiquement centrisme qui préconise l'emploi de plusieurs programmes ; un que l'on rend public, mais qui varie selon les circonstances, et un autre que l'on tient en réserve ; un pour les classes ennemies (diplomatie) et un autre que l'on chuchote à la classe ouvrière.

Le pouvoir politique de la classe ouvrière ne peut être exercé sans un **parti politique**. Ceux qui rejettent un tel Parti (syndicalistes, anarchistes), ceux qui préconisent un Parti non marxiste (ouvriéristes, partisans des conseils d'usines, anti-autoritaires en général) s'opposent de ce seul fait à la dictature du prolétariat et, par un paradoxe apparent, leur histoire demeure confinée dans le cadre étroit de la démocratie, même s'ils la présentent comme une « démocratie ouvrière », « socialiste », « à la base »...

Des expériences historiques capitales ont amplement démontré que les formules dérivant de ces diverses combinaisons du mot « démocratie » avec les adjectifs « ouvrière », « socialiste » étaient plus néfastes encore à la révolution prolétarienne que le rejet pur et simple du Parti. Chaque fois que l'on a tenté de réagir à des déviations, vraies ou supposées, dans un sens autoritaire en revendiquant « plus de démocratie », chaque fois que l'on a essayé de hâter la marche de la révolution en agitant le mot d'ordre de gouvernement « ouvrier » ou « ouvrier et paysan », on s'est éloigné en fait de la révolution. Les leçons de l'histoire de l'Internationale communiste sont précieuses à cet égard : le problème que la révolution d'Octobre a contribué à clarifier **a posteriori**, mais que l'I.C. ne réussit pas à saisir dans les années 1919-23, est celui de savoir comment la révolution doit abattre la démocratie pour triompher. C'est ce même problème que la Gauche communiste agite constamment au sein de l'I.C., particulièrement lorsqu'il apparaît clairement que le pouvoir des Soviets était lui aussi menacé par l'infection démocratique qui dissolvait déjà les sections de l'Internationale.

Le Parti revendique hautement les résultats de cette lutte de la Gauche. Ils permettent de résoudre en particulier les délicates questions d'organisation (centralisme

dictatorial pour les atteindre : conquête armée du pouvoir, emploi de la dictature, intervention despotique dans l'économie, grâce auxquels les classes et donc le prolétariat lui-même seront abolies, l'espèce humaine tout entière maîtrisée à nouveau ses propres conditions d'existence et l'Etat déperira.

organique) et de tactique. Sur leur base, le Parti confirme la nécessité du monopole d'un Parti dans le gouvernement de la dictature prolétarienne, excluant par avance toute autre éventualité. Il revendique l'instauration immédiate, après la prise du pouvoir, d'un mécanisme politique anti-démocratique et anti-bureaucratique que rend possible le gigantesque développement des forces productives qui permettra au gouvernement révolutionnaire d'arracher les secteurs les plus importants de la production à l'économie marchande et donc d'abolir la monnaie, de décréter l'obligation générale de travailler et de fonder l'échange des produits sur des **bons non accumulables**, — c'est-à-dire de démolir progressivement les catégories économiques capitalistes, ce que la révolution russe n'a pu faire pour des raisons maintes fois exposées. C'est ainsi seulement que sera assuré le fonctionnement normal de l'Etat prolétarien, et non par telle proclamation constitutionnelle. L'extension du temps libre dont disposeront les travailleurs grâce à la diminution radicale de la durée de la journée de travail, permettra aux militants du Parti et aux prolétaires les plus conscients d'abord, de se charger des tâches de gestion de l'Etat ; progressivement, et dans la mesure même où la division sociale du travail et la spécialisation individuelle disparaîtront, cette répartition des tâches de l'Etat s'étendra à l'ensemble de la classe ouvrière, puis de l'humanité, l'Etat en tant qu'appareil distinct et opposé à la société se « dissolvant » au même coup.

Dans la mesure où un tel processus se manifeste déjà à l'intérieur du Parti bien avant la prise du pouvoir, bien qu'il soit nécessairement entravé par toutes les limitations de la société bourgeoise, on peut dire que le Parti « préfigure la société future ». Il n'en demeure pas moins que les caractéristiques autoritaires et la centralisation organique qui se manifestent en permanence en son sein, devront s'appliquer encore plus largement dans l'Etat de la dictature du prolétariat. Les déviations stalinienne que les détracteurs du marxisme tentent d'imputer à l'emploi de la violence et du pouvoir dictatorial, à l'absence de « démocratie ouvrière », ne nous inclinent nullement à priver le Parti et l'Etat prolétariens de leurs armes : violence et dictature. L'usage adéquat de ces armes ne dépend pas de la volonté d'un ou de plusieurs chefs, mais de l'application du programme historique du Parti de classe. Ni le Parti, ni l'Etat ne peuvent renoncer à les employer puisque le socialisme découlera de la destruction des structures de la société capitaliste, qui suppose l'instauration à l'échelle internationale de la « terre rouge » sur les classes sociales vaincues et aussi sur les « habitudes » (Lénine) que la société bourgeoise a données à de larges couches de la classe ouvrière elle-même. Non seulement la dictature du prolétariat sera celle des générations vivantes, mais, forte des enseignements des générations passées, elle agira en fonction de l'intérêt général des générations à venir. C'est sur cette base seulement que l'économie peut être dirigée suivant un plan.

Le rapport, après avoir brièvement traité d'autres aspects de la question, s'est terminé en rappelant que le prochain assaut révolutionnaire ne pourra dépasser les faiblesses et les erreurs des deux premiers grands Etats prolétariens, la Commune de Paris et le pouvoir des Soviets russes, que dans la mesure où les dures leçons de la contre-révolution ne seront pas oubliées.

effet le capitalisme n'a pas d'argument humain à opposer à la possibilité historique et générale de la réduction du temps de travail. Mais il a des arguments de classe à faire valoir et la force de classe nécessaire pour les faire respecter. Arguments de classe : lutte implacable contre la concurrence sur le marché mondial, résistance désespérée à la baisse tendancielle du taux de profit qui suit pas à pas la perfectionnement technique, puisque ce dernier diminue la valeur ajoutée au produit par la force de travail et donc la plus-value par unité productive et augmente la masse du capital engagé. Force de classe : ce même Etat qui, selon la C.G.T., devrait aller contre les intérêts du Capital qu'il est justement chargé de défendre et qui, bien entendu, dispose de C.R.S. et de gendarmes pour appuyer *manu militari* l'usage des moyens de domination purement économiques lorsque ces derniers risquent de s'avérer insuffisants. Vous jouez un sinistre jeu, messieurs de la C.G.T. : aux ouvriers vous dites qu'il n'y a pas d'obstacle majeur à la réduction du temps de travail, sinon l'égoïsme de quelques magnats et « l'ambition » d'un chef d'Etat — toutes choses qu'une poignée de bulletins de vote doit suffire à mettre en déroute —, et aux bourgeois authentiques, copains de la Fédération de la Gauche ou industriels « victimes des monopoles », vous

faites miroiter une belle expansion ranimée par quelques aumônes salariales, mais qui exigera inévitablement une nouvelle aggravation de l'exploitation de la force de travail !

Les « autres mesures » proposées par la C.G.T. ? « La croissance de l'emploi par suite d'un plein développement de l'économie », « la création nécessaire d'entreprises nouvelles » et le « développement du marché intérieur ». Comme si la principale cause du chômage n'était pas précisément l'extraordinaire « croissance de l'économie » de ces vingt dernières années. Comme si le système dans lequel nous vivons avait pour but de donner travail et pain aux hommes et non de créer et recréer de la plus-value. Comme si le capitalisme impérialiste qui se dispute le marché mondial pouvait risquer d'y perdre un seul pouce de terrain au profit des boutiquiers du coin, fussent-ils de bons électeurs de la Fédération et du P.C.F. !

Ces astucieuses « trouvailles » ne sont que bavardages destinés à dissimuler au prolétariat sa situation dramatique au moment où, les fastes de la reconstruction capitaliste étant définitivement éteints, une nouvelle et plus terrible crise menace toute la société. A cette crise les bavardages opportunistes ne résisteront pas, mais ils n'en contribuent pas moins, dès aujourd'hui, à désarmer les ouvriers devant elle.

Notre position

Contre les illusions que prodigue la C.G.T. nous affirmons que seule la conscience la plus claire de la dure réalité de la société capitaliste et de la férocité de ses contradictions peut être génératrice de luttes efficaces. C'est en effet le caractère inéluctable de la crise du capitalisme qui est le meilleur garant de sa chute. Il n'y aurait aucune fin possible à l'esclavage salarié, il n'existerait aucune chance de détruire cet esclavage si les lois économiques du capitalisme n'avaient pas la rigueur des lois scientifiques. La même inflexibilité économique qui voue aujourd'hui l'ouvrier au chômage et à la dégradation de sa force de travail, acculera demain toute la société

à la ruine. Elle paralysera l'énorme machine productive, elle mobilisera des masses énormes présentement inertes, elle permettra au prolétariat organisé et discipliné de déruiner de fond en comble les actuels rapports d'exploitation. Nous osons que le prolétariat sera capable de remplir cette mission révolutionnaire dans la mesure où il saura retrouver les normes de classe dans sa lutte quotidienne contre le capital. C'est pour contribuer à ce redressement qu'après avoir extirpé au 36^e Congrès de la C.G.T. ses principales affirmations mensongères et défaitistes, nous leur opposons, point par point, les vérités suivantes :

La concentration des entreprises et le chômage engendré par le machinisme sont des phénomènes classiques du mode de production capitaliste, de même que le sacrifice de régions entières ou de branches complètes de la production. Ils ne sont aujourd'hui que la manifestation, à un niveau plus élevé, de la crise latente qui n'a cessé, entre les deux guerres mondiales, de talonner les pays industriels. A cette crise, le second carnage impérialiste n'avait apporté sa solution criminelle — mort et destruction — que pour préparer une crise encore plus terrible.

Les « difficultés économiques » dont le prolétariat fait actuellement les frais ne sont pas le fait exclusif du « pouvoir des monopoles », mais dans tous les pays, de tous les gouvernements successifs, démocratiques ou fascistes, parlementaires traditionnels ou de « pouvoir personnel ». Elles sont les fruits inévitables de la domination du capital, du renforcement de sa puissance, et ne disparaîtront qu'avec lui. Non seulement l'expansion économique ne peut y apporter aucun remède mais c'est elle la cause même du mal, comme le prouvent les licenciements de personnel à la Rhodiacta, l'année dernière : il s'agit d'un secteur en pleine expansion et c'est précisément pour cela que la concurrence y est la plus féroce et que concentration et reconversion y sont la règle. En présence de cette réalité dramatique, toute différente des belles promesses contenues dans les programmes électoraux, les prolétaires doivent trouver le courage de voir la vérité en face : il n'existe pas de garantie possible de l'emploi en régime capitaliste.

Ceci ne signifie pas qu'il ne faille pas se battre sur ce terrain ; ceci veut dire simplement que pour y obtenir quelque adoucissement du sort réservé à la force de travail sacrifiée, la lutte doit opposer au patronat un bloc sans fissure. Ce résultat ne s'obtient pas à l'aide de belles phrases sur « l'unité », mais en créant et en développant les conditions matérielles de la solidarité entre les ouvriers. Les tractations et les négociations qu'affectonnent les syndicats dégénérés n'aboutissent, particulièrement sur la question des licenciements, qu'à des marchandages sur le nombre et le choix des salariés à congédier. Cette pratique entraîne la concurrence entre ouvriers, développe en eux la peur et l'égoïsme, sème la division. Il faut y opposer, au travers d'une lutte réelle, c'est-à-dire de grèves dures, illimitées, la revendication d'une compensation pécuniaire importante, par exemple l'attribution aux licenciés du montant de plusieurs mois de plein salaire, élever cette revendication au niveau d'une revendication nationale et y solidariser aussi bien les chômeurs futurs, c'est-à-dire les salariés encore pourvus d'emploi, que ceux qui en sont déjà privés. Cette lutte n'arrêtera pas les licenciements ; du moins elle les empêchera de créer dans la masse ouvrière cette ambiance de panique, de « chacun pour soi », qui laisse au patronat le champ libre pour déployer son offensive de vexations, brimades et terreur qui frappe tout autant les « occupés » que les sans-emploi.

Ce n'est pas par hasard que la C.G.T. ne souffle mot d'une riposte de ce genre et que nous sommes loin d'avoir inventée ; ce n'est pas sans raison qu'elle y préfère le mot d'ordre creux du « reclassement décent ». La lutte que nous préconisons est déjà un acte d'hostilité à l'égard de la bourgeoisie capitaliste. Or les textes du 36^e Congrès qui, dans la partie analysée ci-dessus, s'inclinent devant les exigences économiques du capitalisme, ne sont pas moins serviles dans la seconde, celle que nous examinerons la prochaine fois, à l'égard de sa domination politique. La démocratie bourgeoise, comme aimait à le rappeler Lénine, n'est que dictature du capital : qui la vénère, la célèbre, la revendique ne peut que s'incliner devant ses conséquences sociales.

(A suivre)

La grève de Caen

(Suite de la première page)

Le 23, la grève commence, totale, illimitée. Dans la journée, la direction maintient, bien entendu, son refus ; une manifestation a lieu à Caen, devant l'inspection du travail où une délégation de « responsables » des trois syndicats est reçue ; puis rencontre avec la direction de la SAVIEM à 13 h. 30, à la demande de l'inspecteur du travail, sans résultat ; la poursuite de la grève est donc décidée.

Le lendemain 24 janvier, une nouvelle manifestation à Caen est organisée devant la préfecture. Première intervention des gardes mobiles : 10 ouvriers blessés, dont 2 hospitalisés. Par ailleurs, 500 travailleurs (en majorité des femmes) de la SO NORMEL à Monteville (banlieue de Caen) se mettent en grève ; manifestation sur la route, intervention des forces de police. Néanmoins, les grévistes des deux entreprises réussissent à se joindre devant la préfecture. Une délégation est reçue par le préfet.

Notons, en passant, que les forces de police n'interviennent que sur l'ordre du préfet, et c'est précisément à celui-ci que les « responsables » croient devoir porter leurs doléances. Drôle de manière de mener une bataille, que d'entamer des pourparlers avec l'ennemi avant que les combats décisifs n'aient eu lieu. C'est déjà un commencement de trahison, mais ce n'est rien à côté de ce qui va suivre.

Le 25 janvier, nouvelle entrevue avec la direction. Cette dernière maintient sa position 2% d'augmentation le 1er avril, refus de créer un fonds de garantie des ressources et d'étendre les droits syndicaux. La grève continue à la SAVIEM ; par contre, le travail reprend à la SONORMEL où des discussions doivent s'engager le 26 avec la direction. Ce même 25 janvier, les organisations départementales C.G.T., C.F.D.T., F.O., F.E.N. et U.N.E.F. organisent pour le 26, à 18 h. 30, un rassemblement place St-Pierre à Caen, des ouvriers de différentes usines pour une manifestation de solidarité envers les grévistes de la SAVIEM et pour les revendications de l'ensemble des salariés.

Le 26 donc, la grève reprend à la SONORMEL, des débrayages ont lieu à la RADIOTECHNIQUE et chez JAEGER ; l'ensemble des grévistes se rend au lieu de la manifestation prévue avec ceux de la SAVIEM. Là, nouvelle intervention des forces de police : grenades lacrymogènes, bagarres jusqu'à 22 heures ; plusieurs dizaines de blessés, dégâts matériels importants (vitrines, voitures, etc...). Il ne s'agit donc pas là d'une simple course-poursuite avec les flics au cul. Les grévistes avaient la ferme intention de ne pas courber la tête et de rendre coup pour coup. Nous saluons ici leur combativité, mais il en est d'autres que cette combativité gêne énormément ; ils vont donc s'employer à la

détruire ou du moins à la briser. Comment ? Mais en divisant les forces ouvrières ou, plus exactement, en laissant se diviser ces forces.

Au cours des journées des 26 et 27 janvier, les grévistes SAVIEM reçurent individuellement une lettre de la direction leur demandant de « se présenter au travail lundi matin », c'est-à-dire le 29 ; la direction considérera « comme involontaire l'absence de ces derniers jours » pour ceux qui reprendraient le travail ce jour-là, et promet même, dans ce cas, de ne pas diminuer la prime exceptionnelle. Bref, le coup classique patronal pour briser le mouvement. Mais cette manœuvre patronale va recevoir l'appui total des syndicats.

Eu égard à la répression policière des 24 et 26, il était évident, pour tout le monde, que la reprise du travail, demandée par la direction, ne pouvait que s'accompagner des habituelles forces de police assurant la « liberté du travail » à l'entrée de l'usine. La seule tâche d'une organisation ouvrière digne de ce nom aurait été d'assurer la défense de ce point stratégique, dont dépendait toute la suite de la grève : LA DEFENSE DU PIQUET DE GREVE, sans la présence duquel les éléments les moins combattifs risquaient d'obéir à la lettre patronale, de reprendre le travail et donc de couper court à la grève. Au lieu de cela, voilà ce que ces charognes de « responsables » déclarent à la suite d'une réunion syndicale du 28 janvier : ils appellent les travailleurs « à poursuivre leur mouvement dans le calme et la dignité, à désavouer la présence des forces de police, à réaffirmer leur volonté de voir aboutir leurs justes revendications qui sont aussi celles de tous les travailleurs », « à éviter à tout prix les heurts avec les forces de police. La satisfaction des revendications des travailleurs de la SAVIEM ne sera réglée qu'avec la direction de la SAVIEM et non avec les forces de police » (souligné par nous, N.d.R.). (Extraits de déclarations publiées par L'Humanité du 29 janvier 1968).

Elle est bien bonne, celle-là : la question ne sera pas réglée « avec les forces de police ». Mais celles-ci ne sont là que pour défendre le patron ; elles ne sont là que comme ARGUMENTS DE DISCUSSION. Refuser de discuter avec les mêmes arguments, c'est fuir l'ennemi, c'est s'avouer vaincu, et pour ce qui concerne des chefs « responsables », c'est trahir. Et nous affirmons que c'était une TRAHISON DELIBEREE ; car toutes les données du problème, tous les pions étaient avancés, il ne pouvait pas y avoir d'éléments-surprises. Toute la suite des événements ne fait que confirmer cela. Même l'extension de la grève aux autres entreprises, dans les jours qui sui-

virent, ne pouvait plus rien, sinon constituer un paravent pour masquer la trahison des dirigeants syndicaux. Car le point central, le cœur de la grève, les propriétaires de SAVIEM étaient coupés en deux : 1200 le 29 ; 2754 le 31 sur 4800 ouvriers, avaient repris le travail. Les uns parce que plus timorés, les autres parce que DEFAITS MORALEMENT. Tout ceci est l'œuvre des briseurs de grève : le patron, le préfet, la police et les DIRIGEANTS SYNDICAUX.

Bien entendu, la reprise du travail ne pouvait qu'intervenir rapidement ; en effet, le 5 février elle a lieu après un meeting où les syndicats ont appelé les travailleurs à poursuivre la lutte « sous d'autres formes ». Car bien sûr, aucune des revendications posées n'est satisfaite.

Tout est en ordre, le travail peut continuer, les discussions peuvent reprendre. Les discussions ! C'est le seul moyen d'expression de ces charognes, convertis, réduits depuis longtemps au rôle de parlementaires syndicaux. De la même manière que les parlementaires politiques ne parlent et n'agissent que dans le cadre d'un système établi, la société capitaliste, les parlementaires syndicaux ne parlent et n'agissent que dans le même cadre : la société capitaliste, l'entreprise capitaliste, le salariat ; et ne peuvent lutter que pour sa conservation. Tout ce qui vient troubler l'ordre établi, la grève violente par exemple, ne peut que mettre en cause leur existence de parlementaires. Pourtant la grève violente est la seule forme d'action qui permette de mener à bien des luttes pour des revendications, même les plus immédiates, les plus quotidiennes. Les prolétaires de Caen ont retrouvé instinctivement cette forme naturelle, ils ont rompu un instant cette habitude démocratique exécutable : confier à d'autres le soin de défendre leurs propres intérêts de classe. Même si ces « autres » sont aussi des ouvriers, ils n'agissent que comme parlementaires, et dans cette action, ils ne peuvent que SE PLIER à l'ordre établi, l'ordre capitaliste, et LE DEFENDRE.

Proétaires, il est temps de réagir ; il est temps de prendre VOUS-MEMES en main la défense de vos propres intérêts. Les exemples de CAEN, du MANS, de RHODIACETA et de bien d'autres sont là pour vous le prouver, pour vous aider à prendre conscience de vos véritables intérêts de classe pour les luttes à venir. Vous devrez rejeter ces « responsables » syndicaux pourris qui ne font que vous trahir pour mieux conserver leurs fonctions de larbins du Capital. Vous devez vous donner des chefs à la mesure de vos luttes et capables de les diriger. Vous devrez constituer des Comités de direction de ces luttes totalement étrangers et opposés aux directions syndicales pourries.

A bas les chefs syndicaux briseurs de grève !

Vive l'éveil des forces prolétariennes !

Vive les forces révolutionnaires de demain !

Viet-nam

(Suite de la première page)

tacle en œuvre de charité, respectueuse de l'ordre et des valeurs établies, conforme à la politique extérieure du capitalisme français, en harmonie avec les tractations diplomatiques qui se développent paisiblement pendant qu'on assassine et incendie. Voilà qui n'ajoute sans doute guère d'ignominie à la clique qui a trahi la révolution et exterminé les révolutionnaires, mais qui classe irrévocablement ceux qui veulent encore « faire un bout de chemin » avec elle.

Plus encore que les bombes et le napalm, l'opportuniste constitue, dans le monde entier, le plus ferme appui de l'impérialisme. Les fervents des « révolutions exotiques » imaginent que « cent Viet-Nams » sont susceptibles d'imposer à l'impérialisme un repli et qu'alors le mouvement ouvrier d'Euramérique s'affranchira de la tutelle de ses mauvais bergers. Bien au contraire, c'est seulement lorsque la classe ouvrière des métropoles rompra avec ses faux chefs, désertera les buts réformistes, pacifistes et parlementaires que sera donné le signal de la lutte mondiale des exploités contre l'ensemble de l'impérialisme dont les Etats-Unis ne sont que le gendarme.

Les comptes bleus du P.C.F.

(Suite de la première page)

bourgeoisie : elle ne peut pas empêcher le chômage. Bien plus : il est nécessaire au fonctionnement de son économie, et elle l'imposera de gré ou de force aux prolétaires.

Trouver dans ces aveux bourgeois la confirmation du marxisme, et profiter de cette minute de vérité pour montrer aux prolétaires la nécessité de détruire le mode capitaliste de production, voilà naturellement la tâche d'un parti révolutionnaire.

Tout autre est celle à laquelle s'attelle le P.C.F. qui « considère que l'augmentation générale des salaires et traitements, la défense de l'emploi, la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, la suppression des taxes de vie chère permettraient de relancer le marché intérieur, de stimuler l'économie nationale ».

Ainsi, au moment même où la bourgeoisie est obligée de reconnaître que les intérêts de « l'économie nationale » (c'est-à-dire du capital) et ceux des ouvriers sont antagoniques, le grand souci du P.C.F. est de voiler cette réalité aux prolétaires, de leur faire croire que leur intérêt coïncide avec celui du capital. Les bons marxistes que voilà ! Que n'ouvrent-ils *Travail salarié et Capital* (qu'ils vendent à leur foire du livre marxiste), où Marx démontre que, sans parler de leur antagonisme historique, et même si on reste « dans les limites du rapport entre le capital et le travail salarié, les intérêts du capital et les intérêts du travail salarié sont diamétralement opposés ».

On peut facilement le comprendre : l'augmentation de la production, cette « expansion » tant désirée, exige qu'on produise plus de moyens de production, qu'une part plus grande du produit du travail soit accumulée sous forme de capital ; la part du produit qui revient au prolétariat se trouve donc réduite d'autant. Réciproquement, lorsque les ouvriers luttent pour arracher au capital une part plus grande du produit de leur travail et y réussissent, ils entravent par là-même l'expansion du capital. Et ce n'est pas d'aujourd'hui que les bourgeois opposent aux revendications ouvrières cet argument massue : si vous nous arrachez une augmentation de salaire, vous entravez notre développement, nous serons écrasés par la concurrence, et vous vous retrouverez à la rue. Or, pour la honte du P.C.F., du P.S.U. et tutti quanti, Marx dit que les bourgeois ont raison, mais raison de leur point de vue seulement !

Alors quoi, nous dirait-on, le P.C.F. est-il si bête qu'il ne comprend pas que les deux termes d'une somme varient en sens inverse ; donc que si les salaires augmentent, l'accumulation du capital décroît ; autrement dit que si $4 - 1 = 3$, $4 - 2 =$ seulement 2 ? Non, il n'est pas si bête. Il le sait très bien. La preuve, c'est ce qu'il a dit et fait lorsqu'il était, lui, au gouvernement ! Souvenez-vous, prolétaires, et racontez aux jeunes ce qui s'est passé en 1944-1947 ! A ce moment-là, le P.C.F. savait très bien que l'augmentation des salaires s'oppose à l'augmentation du capital. Et il s'est opposé à l'augmentation des salaires ! Il a réussi à imposer aux ouvriers ce qu'aucun de Gaulle ou Léon Blum n'aurait pu obtenir : produire plus sans augmentation de salaire.

Que défendait, à ce moment-là, le grand parti de la grandeur française, étaient-ce les intérêts du travail salarié ou ceux du capital ?

Et aujourd'hui que les ouvriers cueillent les fruits amers de leur soumission, que défend-il ? Il n'y a qu'à relire la citation : pour le P.C.F., le but, c'est la relance du marché, la stimulation de l'économie nationale ; et pour réaliser cet objectif bourgeois, il préconise l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail. Ce parti, qui a le front de se dire communiste, n'envisage la défense et l'amélioration des conditions immédiates d'existence des prolétaires que comme un moyen d'assurer la prospérité du capital !

A quoi rime donc cette répugnante démagogie ? Elle traduit simplement une division du travail entre le gouvernement et l'opposition de Sa Majesté Le Capital. Tous deux ne pensent qu'à défendre les intérêts du capital. Mais, tandis que l'un est obligé d'avouer la nature de classe de l'économie bourgeoise, l'autre doit essayer d'atténuer les effets de ces aveux, de resouder l'union entre les classes, c'est-à-dire contenir les luttes ouvrières et les soumettre d'avance aux impératifs bourgeois.

Du rôle de ceux que Lénine appelait « les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat », les bourgeois sont, eux, parfaitement conscients. On a pu lire par exemple dans *Le Monde* du 7 février 1968 que la manifestation de Caen « aura montré aussi le danger qu'il y a, pour un régime, à diminuer systématiquement le rôle des intermédiaires politiques pour ne plus laisser place à face que la masse et les gendarmes ». En d'autres termes : pour tenir les ouvriers, la trique c'est bien, mais les « intermédiaires politiques » c'est mieux. Que voilà une belle définition de la Démocratie !

Cette vérité que la bourgeoisie imprime avec un cynisme à peine voilé, les prolétaires doivent eux aussi la comprendre. Il faut qu'ils se débarrassent de ces « bons bergers », et qu'ils s'opposent à l'Etat bourgeois, non pas en une « masse » informe, mais en tant que classe organisée et dirigée par son parti, dans les luttes économiques immédiates comme dans la lutte pour le pouvoir politique.

Qu'ils luttent pour l'amélioration immédiate de leurs conditions de vie contre les intérêts de l'entreprise et de l'économie nationale ! Et aux bourgeois qui leur disent qu'ils vont aggraver la situation économique et par conséquent leur propre sort, qu'ils répondent donc par les paroles de Marx :

« S'il ne s'agissait vraiment dans les associations ouvrières que de ce dont il s'agit en apparence, notamment de la détermination du salaire, si les rapports entre le capital et le travail étaient éternels, alors les luttes de ces coalitions échoueraient impuissantes devant la nécessité des choses. Mais elles servent à l'unification de la classe ouvrière, à la préparation du renversement de toute l'ancienne société avec ses antagonismes de classes. Et de ce point de vue, les ouvriers se moquent avec raison des malins pédants bourgeois qui leur font le compte du coût de cette guerre civile en morts, blessés et sacrifices d'argent. Celui qui veut battre son adversaire ne va pas discuter avec lui les frais de la guerre ».

Ce journal est entièrement rédigé et administré par des travailleurs salariés, à l'exclusion de toute collaboration de professionnels ou de permanents rétribués. C'est à leur contribution à l'œuvre nécessaire de clarification. Toi, lecteur, sympathisant, quelle est la tienne ? LE PROLETAIRE ne peut vivre que des subsides prolétariens. LE PROLETAIRE ne peut faire entendre sa voix que par l'effort conjugué de tous les révolutionnaires sincères. LE PROLETAIRE ne peut améliorer sa périodicité et augmenter sa matière que par l'aide de tous ceux qui approuvent son effort.

LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

LE PROLETAIRE

ECRIS-NOUS - ABONNE-TOI - SOUSCRIS

« L'émancipation des travailleurs

sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! »

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1968

Liste N° 2

Paris, 152,60 ; Mario, 10 ; Piero Coradi, 15 ; Cechino, 5 ; Toto, 10 ; Monti Forlo, 10 ; Christian, 10 ; Alfred, 10 ; Arthur, 10 ; André, 10 ; Jos, 10 ; Etienne, 10 ; Jean, 10 ; S., 10 ; Antoine, 10 ; Bernard, 10 ; Laurent, 10 ; R. et R., 40 ; François, 10 ; Charles, 10 ; Marie, 10 ; Domino, 10 ; Charly, 10 ; Pierre, 20 ; Lucien, 20 ; Ex-PCF Aubagne, 20 ; Emile, 25 ; A. et G., 5 ; Jacques, 10 ; René, 10 ; Daniel, 10 ; Bernard, 10 ; François, 2,5 ; Gérald, 4,38 ; Bouzid, 40 ; Mustapha, 40 ; André, 20 ; Libertino, 40 ; Alain, 20 ; Soutien Abderrahmane, 20.

Total Liste n° 2 ... 696,98 F.
Total précédent ... 1.947,50 F.

2.644,48 F.

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Distribué par les N.M.F.P.

PROLETAIRES
DE LANGUE
ITALIENNE

Lisez :

il PROGRAMMA
COMUNISTA

Journal bi-mensuel

et

SPARTACO

Bulletin de lutte

syndicale

Spécimen gratuit

et conditions

d'abonnement :

Ecrire au "Prolétaire"

Boîte Postale 375

Marseille-Colbert